

Ici et ailleurs

•Cinéma
"Fatwa", primé au festival de Carthage

"Fatwa", un film tunisien sur la quête d'un père pour comprendre la radicalisation de son fils, a remporté le Tanit d'or, récompense suprême des Journées cinématographiques de Carthage (JCC) qui se sont achevées samedi soir à Tunis. Ce festival très populaire dédié aux films arabes et africains a drainé de très nombreux Tunisois depuis le 3 novembre, en dépit d'un attentat commis quelques jours auparavant sur la principale avenue de Tunis, à proximité de nombre de ses lieux phares. "Fatwa", du réalisateur Mahmoud Ben Mahmoud, coproduit par les frères Dardenne, suit un père qui revient de France enterrer son fils et découvre que ce dernier militait au sein d'un groupe islamiste radical.

•Harcèlement
Facebook promet la transparence

Facebook a annoncé, vendredi, qu'il allait prendre des mesures pour garantir plus de transparence dans les cas de harcèlement sexuel au sein de l'entreprise, en écho aux récentes annonces de Google sur le sujet.

Les employés et employées qui dénoncent des situations de harcèlement sexuel ne seront plus contraints par la "clause d'arbitrage" obligatoire, qui les oblige à recourir à une forme de médiation hors tribunaux et privée plutôt qu'à un procès, public.

•Justice
Spectacle et sifflets contre le harcèlement de rue

Sous le mot d'ordre #masaktach (prenez la parole), des actions contre les violences faites aux femmes ont été menées, samedi, au Maroc, avec un spectacle de rue à Rabat et des distributions de sifflets dans plusieurs villes. "La femme peut tout !".... la petite foule réunie l'après-midi sur le quai du fleuve Bouregreg à Rabat scande le slogan en chœur, au son de percussions et d'instruments traditionnels. "Le but est d'appeler les femmes à rompre le silence, à lutter contre les normes sociales et à s'informer sur leurs droits", explique Mohamed Amine Dani, de l'ONG Oxfam, coorganisatrice de l'action menée à Rabat.

Rassemblés par SNN

Tribune libre

Guerre impossible : le Centenaire de l'armistice vu du Gabon

LES hasards nécessaires de la vie m'ont avantageusement placé, par mes fonctions, dans la position de témoin privilégié de l'événement : la présence à Paris, le week-end du 10 au 11 novembre 2018, de la plupart des dirigeants du monde, à la faveur de la célébration du Centenaire de l'armistice de la Première guerre mondiale. Une bien heureuse initiative du président Emmanuel Macron.

Mais, aussi bien à l'Arc de Triomphe, en matinée, qu'à la Grande Halle de la Villette, dans l'après-midi du 11 novembre – où s'ouvrait le Forum de Paris pour la paix –, j'avais curieusement à l'esprit ces mots bien connus du philosophe spiritualiste français Henri Bergson évoquant le souvenir du déclenchement, le 3 août 1914, de la Grande guerre : « *Encore enfant en 1871, au lendemain de la guerre, j'avais, comme tous ceux de ma génération, considéré une nouvelle guerre comme imminente pendant les douze ou quinze années qui suivront. Mais cette guerre nous apparut comme probable et comme impossible : idée complexe et contradictoire, qui persista jusqu'à la date fatale.* ». Ce n'est pas que l'évocation de la « *date fatale* » soit dans mon esprit plutôt préférable à celle, heureuse, du 11 novembre 1918, l'une et l'autre étant intrinsèquement liées comme la guerre à la paix, mais certainement la résonance en moi d'une obsession bien gabonaise de la paix – entendue prioritairement comme impossibilité de la guerre, et qui explique la présence d'une délégation de mon pays à ce Centenaire, conduite par le ministre d'Etat en charge des Affaires étrangères, tout autant que la mémoire des nôtres, morts pendant cette « *guerre des autres* ».

Il est certes vrai, et c'est connu depuis Hérodote, que « *Nul n'est assez dénué de raison pour préférer la guerre à la paix* », mais, dans le cas du Gabon, la formule sentencieuse du père de la science historique a pris tout au long de l'histoire de la construction de notre jeune nation le sens, pour le dire dans les mots d'Emmanuel Kant, d'un veto politique irrésistible : « *il ne doit y avoir aucune guerre* ». Il suffit pour cela de se référer au discours des acteurs politiques, au pouvoir comme dans l'opposition, pour réaliser combien le sujet occupe une place de choix. Et, à s'interroger sur les raisons de cette omniprésence, on dénombre une pluralité d'explications dont deux revendiquent le statut de vérité établie.

CREUSET NATIONAL * Certains considèrent que cette obsession est le signe d'une adhésion de principe des dirigeants successifs à l'idéal de paix, y trouvant la meilleure réponse politique à l'expérience douloureuse d'un environnement sous-régional plutôt trouble. D'autres, en revanche, jugent la rhétorique bien trompeuse et préfèrent mettre en exergue le coût politique et économique de cette paix. Si l'ac-

cent n'est plus mis sur la « *paix de cimetières* » – slogan en vogue dans les meetings de l'opposition au cours des années 1990 –, la contestation porte davantage sur l'absence supposée des dividendes économiques et sociales : « *on ne mange pas la paix !* ».

Seulement, il faut bien admettre que, un certain type de discours politique, associé à une conception et une pratique du pouvoir, peuvent exposer davantage la société à la rupture du pacte civil. D'hier à aujourd'hui, de Léon M'ba à Ali Bongo Ondimba, les dirigeants gabonais ont toujours parié non seulement sur la dimension performative de la rhétorique pacifiste, mais aussi sur la pratique du « *consensus conflictuel* » comme antidote à la rupture potentielle du pacte civil ; ce consensus apparaissant comme la manifestation politique la plus visible de l'obsession de la paix. De fait, la gestion politique de la cité gabonaise se caractérise depuis l'aube de la vie nationale par la volonté permanente d'y associer toutes les composantes socio-politiques du pays. De sorte que le slogan « *Gabon d'abord* » résonne comme un impératif politique catégorique : l'intégration des différentes populations dans le creuset national.

Soumis à une telle discipline collective, les acteurs sociaux et politiques sont ainsi tenus d'inscrire constamment leurs discours et leurs actes dans un schéma de gestion ou de contestation du pouvoir qui préserve, par-delà les conflits d'intérêts, la conscience partagée d'une communauté de destin. En 1990 comme en 1994, de même qu'en 2006, et encore tout récemment en 2017, le consensus sur l'essentiel – la persévérance de la volonté de vivre ensemble – a survécu aux violences politiques meurtrières dont le pouvoir et son opposition ont souvent été conjointement les acteurs. J'ai notamment à l'esprit la Conférence nationale, les Accords de Paris, ceux d'Arambo et le Dialogue politique d'Angondjé.

BIEN SOUVERAIN* Ce que le consensus soit un trait structurant de l'identité gabonaise, il résulte donc que l'hypothèse de la guerre apparaît alors radicalement étrangère au projet étatique gabonais, du moins tel qu'il a été officiellement formulé et réellement vécu jusqu'à ce jour par les populations. Non que le territoire soit habité par un peuple d'anges, mais parce qu'il s'est inscrit dans la conscience collective comme la menace permanente d'une possible disparition par l'effet de la guerre. Autrement dit, conscient d'être une petite nation – au sens de Milan Kundera (cité par Alain Finkielkraut dans L'ingratitude), où « *la petite nation est celle dont l'existence peut être à n'importe quel moment remise en question, qui peut disparaître et qui le sait* », le Gabon ne se perçoit que comme promesse politique réalisable d'une paix civile perpétuelle. Se

sachant privé de « *l'énergie belliqueuse* » qui fait mouvoir les puissances, il s'émerveille davantage du « *chant du rossignol plutôt que du vol de l'épervier* » (Simone Goyard-Fabre) et trouve dans les médiations diplomatiques une modalité principale de son action sur la scène internationale en général, et africaine en particulier.

C'est pourquoi la paix, en plus d'être une obsession domestique, est l'horizon de sa conduite stratégique-diplomatique. Il s'oblige à supprimer par les mots et les actes la notion d'ennemi de l'économie de ses relations avec les autres États ; ce qui ne signifie pas qu'il doive forcément tous les tenir pour des amis. Il s'agit simplement d'opposer à son propre égoïsme l'adhésion sans réserve au pluralisme comme précondition nécessaire de sa présence-au-monde. D'où la convergence de vue, notamment avec la France, sur le bien-fondé du multilatéralisme, par le truchement duquel il est question de « *se concevoir et de se conduire non comme le dépositaire du monde entier en son moi* », mais comme un acteur parmi tant d'autres de la scène internationale, malgré la singularité que chacun peut revendiquer. En cette conduite stratégique-diplomatique vient donc s'inscrire l'exigence de laisser être la liberté, l'égalité et la justice comme des principes déterminants d'une coexistence pacifique.

Ainsi qu'on vient de le voir, la paix (civile ou internationale) constitue pour le Gabon le « *souverain Bien politique* », dans la mesure où elle consiste, pour donner le mot de la fin à O. Höffe : « *à imposer sans violence le droit juste, et que le droit juste se compose à son tour d'une liberté conciliante, la paix est le souverain Bien politique au sens où elle est un Bien, non pas dominant, mais incluant les autres* ».

Vue du Gabon, la célébration du Centenaire de l'armistice de la Grande guerre a donc été un moment particulier pour rendre hommage à ce « *souverain Bien politique* » qu'est la paix, et qui méritait que le monde entier s'invitât à Paris, le temps d'un week-end.

Par Flavien ENONGOUÉ*

*Ambassadeur Haut Représentant du Gabon en France

